

Numéro dans le SI local :	
Référence GESUP :	1282
Corps :	Maître de conférences
Article :	26-I-1
Chaire :	Non
Section 1 :	02-Droit public
Section 2 :	04-Science politique
Section 3 :	
Profil :	Droit constitutionnel et science politique
Job profile :	General Public Law, Constitutionnal Law, Comparative and Foreign Laws, Political Science, Comparative Politics (Political Regimes and Institutions).
Research fields EURAXESS :	Juridical sciences Comparative law Juridical sciences Public law Political sciences Other
Implantation du poste :	0333298F - UNIVERSITE DE BORDEAUX
Localisation :	Pessac
Code postal de la localisation :	33600
Etat du poste :	Suceptible d'être vacant
Adresse d'envoi du dossier :	Envoi dossier électronique exclusivement Application Galaxie xxx - xxx
Contact administratif :	Caroline Sibe
N° de téléphone :	SERVICE DES RECRUTEMENTS
N° de Fax :	0540006968 0540002440
Email :	xxx recrutement.enseignant@u-bordeaux.fr
Date de prise de fonction :	01/09/2021
Mots-clés :	droit constitutionnel ; science politique ;
Profil enseignement :	
Composante ou UFR :	Collegue Droit Science Politique Economie Gestion
Référence UFR :	Faculte de Droit et Science Politique
Profil recherche :	
Laboratoire 1 :	EA7436 (201622182W) - Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat
Laboratoire 2 :	EA7434 (201622181V) - Institut de Recherche Montesquieu
Application Galaxie	OUI

Poste ouvert également aux personnes 'Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi' mentionnées à l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (situations de handicap).

Le poste sur lequel vous candidatez est susceptible d'être situé dans une "zone à régime restrictif" au sens de l'article R.413-5-1 du code pénal. Si tel est le cas, votre nomination et/ou votre affectation ne pourront intervenir qu'après autorisation d'accès délivrée par le chef d'établissement, conformément aux dispositions de l'article 20-4 du décret n°84-431 du 6 juin 1984.

Le profil détaillé se trouve en pages suivantes

Université de Bordeaux Fiche descriptive de poste Enseignant-chercheur

Collège Droit, Science politique, Economie, Gestion (DSPEG)

Corps : MCF

N° Emploi : 1282

Article de recrutement : 26.I.1

Section(s) CNU : 02 Droit public
04 Science politique

Job profile : General Public Law, Constitutionnal Law, Comparative and Foreign Laws, Political Science, Comparative Politics (Political Regimes and Institutions).

Profil pédagogique : **Droit constitutionnel et science politique**

Affectation pédagogique : Collège Droit, science politique, économie et gestion Faculté de droit et science politique

Filières de formation concernées : Licence - Master

Objectifs pédagogiques et besoin d'encadrement :

Le / la maître.sse de conférences recruté.e aura vocation à assurer des enseignements relevant du champ disciplinaire des sections CNU 02 et 04 et, plus précisément en raison de son profil spécifique à la croisée du droit constitutionnel et de la science politique, des enseignements de droit constitutionnel français, étranger et/ou comparé, d'introduction à la science politique, de politique comparée, de pensées politiques constitutionnelles, de systèmes et régimes politiques. Un besoin existe au sein de la Licence de droit, notamment dans les antennes de la Faculté, en droit constitutionnel et droits étrangers (régimes politiques et systèmes juridiques). Des besoins existent également dans les formations en science politique (Masters 1 Science politique « politique comparée » et « Sécurité globale et analyste politique trilingue » avec, par exemple, des cours de « pensées politiques constitutionnelles » et des cours de politique comparée sur les aires culturelles de spécialisation). La capacité du / de la candidat.e à enseigner dans une ou des langue(s) étrangère(s) représenterait un atout important dans la perspective de la consolidation de la formation innovante que constitue la Licence internationale « Droit et Langues » et les enseignements de droits étrangers.

Le profil du poste présente un aspect pluridisciplinaire – institutions politiques, science politique, justice constitutionnelle – dans le prolongement de la tradition bordelaise de la Faculté de droit et de science politique qui a toujours articulé le droit constitutionnel à l'analyse politique et en cohérence avec les axes du Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, Les Libertés et l'Etat (CERCCLÉ) et ceux de l'Institut de Recherche

Montesquieu, notamment de l'une de ses deux équipes internes, le Centre Montesquieu de Recherches Politiques (IRM-CMRP). La pluridisciplinarité sur un plan pédagogique est nécessaire au regard des cours qui sont proposés dans les différentes formations, tant en Licence de droit qu'en Licence d'Administration, Economique et Sociale.

Le profil du poste implique, par ailleurs, l'investissement du / de la candidat.e dans une démarche innovante sur le plan pédagogique, souhaitée par l'Université et encouragée par Faculté de droit et science politique. En effet, l'usage des outils numériques et des plateformes pédagogiques s'avère indispensable, notamment dans les formations à fort effectifs, qui plus est dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 depuis mars 2020 qui conduit à assurer enseignements hybrides ou tout à distance. Il / elle devra ainsi savoir mobiliser des outils numériques permettant l'interaction entre les étudiants en présentiel et en distanciel, mais aussi des outils de contrôles de connaissances interactifs à l'image de ceux proposés par la plateforme *Moodle* (dont une maîtrise par le / la candidat.e est attendue). Le / la candidat.e pourra également être conduit.e à utiliser des techniques de pédagogie inversée. La maîtrise de ces outils et techniques permettra une évaluation continue et innovante des compétences et des apprentissages des étudiants.

Enfin, le profil du poste s'inscrit dans une logique d'internationalisation encouragée par l'Université et la Faculté de droit et science politique. Il intègre en effet une dimension comparatiste, tant en droit constitutionnel qu'en science politique, qui implique une bonne connaissance des systèmes politiques, juridiques et juridictionnels ainsi qu'une bonne maîtrise de langues étrangères, afin de développer des coopérations avec des universités étrangères et l'intégration dans des réseaux internationaux d'enseignement et de recherche. À cet égard, des expériences pédagogiques au niveau international seront appréciées de la part du / de la candidat.e. La qualité du recrutement doit ainsi permettre d'accroître l'attractivité internationale de l'Université de Bordeaux.

Dans le prolongement de la politique scientifique de l'IRM et des départements « Droit et transformations sociales » et « CHANGES, sciences sociales des changements contemporains » de l'Université de Bordeaux, le profil du poste présente un aspect pluridisciplinaire, à l'interface de la science politique et du droit, et une ouverture vers d'autres sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, anthropologie politique, études aréales).

Contact pédagogique à l'université :

Jean Christophe Saint Pau / jean-christophe.saint-pau@ubordeaux.fr

Profil Recherche : Droit constitutionnel et Sciences politiques français et étrangers

Laboratoire d'accueil Département Droit et Transformations Sociales Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat
Département Droit et Transformations Sociales Institut de Recherches Montesquieu

Nom du directeur du laboratoire – mail :

- Fabrice Hourquebie / fabrice.hourquebie@u-bordeaux.fr
- Xavier Prevost / xavier.prevost@u-bordeaux.fr

Description du projet de recherche :

Le profil du poste présente un aspect pluridisciplinaire en cohérence avec les axes du Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, Les Libertés et l'Etat (CERCCLÉ) et ceux de l'Institut de Recherche Montesquieu, notamment de ceux de l'une de ses deux équipes internes, le Centre Montesquieu de Recherches Politiques (IRM-CMRP). À la croisée du droit constitutionnel et de la science politique, le profil du candidat doit lui permettre ainsi de s'investir dans les problématiques liées à la justice constitutionnelle, à l'analyse des régimes politiques, à l'étude de la vie politique et institutionnelle française et étrangère et aux questions relevant des autres sciences sociales comme la sociologie ou l'anthropologie juridique et politique.

Le profil du poste s'inscrit parfaitement dans une logique d'internationalisation encouragée par l'Université et la Faculté de droit et science politique. Il intègre en effet une dimension comparatiste, tant en droit constitutionnel qu'en science politique, qui implique une bonne connaissance des droits et des régimes politiques étrangers ainsi qu'une bonne maîtrise de langues étrangères, afin de développer des coopérations avec des universités étrangères et l'intégration dans des réseaux internationaux de recherche.

Profil Recherche de l'enseignant-chercheur :

L'accent doit être mis sur le double profil droit constitutionnel et science politique et sur la dimension comparatiste des recherches du / de la candidat.e. Le profil attendu doit entrer, en matière de politique scientifique, en résonance avec la stratégie d'internationalisation de l'Université de Bordeaux et les attentes des département « Droit et transformations sociales » (notamment dans les sous-axes « Transformation de l'action publique et politique », « Mobilités des populations, internationalisation des échanges » et « Évolution des contentieux et de la justice » de l'axe n° 2 de recherche du Département intitulé « Droit et transformations culturelles ») et « CHANGES, sciences sociales des changements contemporains ».

S'agissant plus particulièrement du profil attendu au CERCCLÉ, le / la candidat.e devra s'inscrire dans les thématiques de recherches particulièrement développées au sein de l'unité, notamment la théorie constitutionnelle comparée ; les aspects comparés et européens de la protection des droits de l'homme et des droits fondamentaux ; les enjeux du pouvoir judiciaire et de la justice constitutionnelle en France et à l'étranger.

Le / la candidat.e devra en outre s'insérer dans les différents projets de recherche en cours portés par l'unité et soutenus par le Département Droit et Transformations sociales et/ou l'ANR (projet « Migrations et mobilités légales » et projet « Formation des magistrats et (il)légitimité de la justice » au sein du département « Droit et transformations sociale », le projet ANR « Analyse de l'intégration des expressions Identitaires Dans l'Organisation Territoriale française » – ANTIDOTE, « Les figures des identités territoriales (Cadres et outils juridiques de l'expression

identitaire) », le projet de recherche franco-libanais sur les Constitutions arabes du programme CEDRE de Campus France, en partenariat avec le CEDROMA de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth). Il / elle devra également être porteur de projets, dans les champs de recherches du CERCCLÉ mais aussi dans une perspective interdisciplinaire avec les autres unités de recherche du Département et de l'Université. Le / la candidat.e devra ainsi permettre de renforcer les collaborations du centre de recherche et ainsi contribuer non seulement à sa visibilité institutionnelle et scientifique sur le plan national mais aussi à renforcer sa dimension comparatiste et internationale.

S'agissant plus particulièrement du profil attendu à l'IRM, le / la candidat.e devra s'inscrire dans la politique scientifique du laboratoire, construite autour de compétences historiques, juridiques et politiques, et dans celles des départements « Droit et transformations sociales » et « CHANGES, sciences sociales des changements contemporains » auxquels appartient l'unité.

Le / la maître.sse de conférences recruté.e appartiendra au Centre Montesquieu de Recherches Politiques (IRM-CMRP), équipe interne de l'IRM, dont les travaux s'articulent autour d'axes structurants, dont l'analyse comparée des régimes politiques, aussi bien dans le monde occidental (en particulier les pays nordiques et les PECO) qu'en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes, conférant ainsi à la science politique de l'Université de Bordeaux son originalité.

Il / elle aura donc vocation à développer en priorité des recherches en politique comparée, afin de renforcer le champ de la science politique, dans une optique pluridisciplinaire, au sein de l'unité et des départements de recherche. Il / elle devra s'investir dans l'axe « politique comparée » de l'IRM-CMRP et être en mesure d'initier de nouveaux programmes de recherches en science politique dans les aires culturelles identifiées (Europe, Moyen-Orient, Amériques) avec une ouverture sur l'Asie (particulièrement la Chine). Il / elle devra être capable d'animer des collectifs de recherche et de diriger des projets de recherche. Il / elle devra démontrer son aptitude à développer des réseaux scientifiques internationaux et à publier dans des revues internationales. La capacité à faire dialoguer plusieurs disciplines (droit, science politique, histoire, sociologie, anthropologie) sera considérée avec un très grand intérêt.

Impact scientifique attendu :

Permettre à un chercheur de s'insérer dans des problématiques de recherche actuelles, reposant sur une complémentarité des différents champs du droit constitutionnel et de la science politique et de constituer un vecteur de rapprochement du CERCCLÉ et de l'IRM, et plus largement des autres unités de recherches des départements DETS et CHANGES et, plus largement, de l'université de Bordeaux.

Accroissement des capacités de réponse à des appels à projets nationaux et internationaux et renforcement des réseaux de recherche tant sur le plan national qu'international et avec le monde socioprofessionnel.

Renforcement de la production scientifique en droit constitutionnel et en science politique au sein de l'université de Bordeaux.

Contacts Recherche à l'Université :

Fabrice Hourquebie / fabrice.hourquebie@u-bordeaux.fr

Xavier Prevost / xavier.prevost@u-bordeaux.fr

Olivier Decima / olivier.decima@u-bordeaux.fr

Procédure de candidature :

Les candidat(e)s doivent enregistrer leur candidature et joindre obligatoirement les documents constitutifs de leur dossier au format **pdf** sur le site du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, via l'application GALAXIE, **du 25 février 2021 à 10 heures** (heure de Paris) **jusqu'au 30 mars 2021 à 16 heures** (heure de Paris), en suivant les modalités générales de constitution des dossiers définies par l'[arrêté du 13 février 2015](#).

Si vous êtes candidat(e) à une inscription sur la liste de qualification dans le cadre de la campagne 2021 : **il est conseillé de ne pas attendre la publication des résultats pour enregistrer votre candidature et déposer votre dossier**. Votre statut, visible par l'établissement, apparaîtra alors "en attente de qualification". Si la (ou les) section(s) CNU donne(nt) un avis favorable à votre qualification, votre dossier GALAXIE sera automatiquement mis à jour. Dans le cas d'un avis défavorable, votre candidature sera déclarée irrecevable.

ENREGISTREMENT DE CANDIDATURE ET DEPOT DE DOSSIER : [Accès Galaxie](#) (Accès Qualification/Recrutement)

**Tout dossier ou document déposé hors délai,
Tout dossier incomplet à la date limite susmentionnée,
SERA DECLARE IRRECEVABLE**